



PATRIARCAT SANS FRONTIÈRES

Françoise HECQMilitante féministe, co-fondatrice de l'Université des Femmes

Des immigrés, j'en vois tous les jours. Dans ma rue, surtout dans sa partie la plus haute. Des immigrés américains, français, japonais et bien d'autres nationalités encore. Ils occupent les villas à tourelles et double garage construites dans les années 1950-1960. À l'exception des Français, au marché, ils montrent du doigt les légumes et les fruits ou parlent anglais. Car, ils ne sont que de passage. Dans ces beaux quartiers, pas de racisme ni de xénophobie en apparence, mais un climat d'urbanité indifférente. Dans mon enfance, en bassin charbonnier, j'ai vu et côtoyé une immigration moins smart : celle des Italiens. On les parquait dans des baraquements aux pieds des charbonnages dont la cantine des Italiens à La Louvière donne un assez bon exemple. Surtout les premières années, sans être la cible d'agressivité, ils étaient objet d'une certaine méfiance. C'est vrai, c'étaient des hommes et on mettait en garde les filles. Même si, à présent, on poétise quelque peu une intégration des Italiens, qui aurait été rapide, ma mémoire de petite fille garde des images plus mélancoliques, d'hommes un peu perdus. Ainsi, dans les carnivals, nombreux dans la région et qui sont censés favoriser un certain brassage social, je les revois, errant par groupes, s'essayant avec maladresse au pas de Gilles, quêteant, souvent en vain, un peu d'empathie.

En cette période, l'idée que l'immigration est un phénomène essentiellement masculin s'incrusta, et elle demeura vivace même quand les femmes arrivèrent. Ces femmes, silhouettes noires, portant fichu, on les apercevait à peine, tant elles étaient discrètes. La rumeur courut au début qu'elles étaient pratiquement recluses, rumeur assez rapidement démentie par la réalité des faits. On constata bientôt leur présence sur le marché du travail, principalement dans l'espace professionnel le plus souvent dévolu aux migrantes : le travail domestique. Mais elles ont aussi travaillé en usine, à la chaîne. Il n'empêche que persista l'idée que l'immigration relevait de l'ordre viril, même dans les syndicats qui négligèrent les travailleuses jusqu'à la grève d'Herstal de 1966. Quand les ouvrières luttèrent en faveur de la disposition légale, encore souvent contournée aujourd'hui, qui impose : « À travail égal, salaire égal ».

Il faut rappeler qu'en cette période encore économiquement prospère, les familles ouvrières belges sont gagnées par le modèle de la famille bourgeoise : avoir une femme au foyer qui « ne travaille plus ». N'était-ce pas là comme la concrétisation d'un partage des rôles qui

semblait bien naturel : le père de famille, pourvoyeur du bien-être matériel et la mère élevant les enfants, à l'intérieur. La famille idéale, et surtout typiquement patriarcale.

Dans les décennies 1950 et 1960, on peut dire que cette immigration (femmes et hommes), la plus intense à cette époque, contribua à ralentir le déclin de la Wallonie, un déclin qui avançait inéluctablement. La vague qui s'avance ensuite fut celle des Maghrébins dans les années 1960, nouvelle tentative pour redonner force et vigueur à des régions de plus en plus en péril. L'appel fait à la main d'œuvre étrangère est assignée à remédier à des problèmes d'ordre économique, mais aussi démographique. Il fallait des ventres. Les rapports de Sauvy et de Delpérée tracent un tableau de plus en plus alarmant du vieillissement de la population, wallonne notamment. L'immigration devait donc, cette fois, être familiale. Et pourtant, si on voyait les hommes au travail, dans l'espace extérieur, notamment dans le bâtiment, les femmes furent, une nouvelle fois, quelque peu invisibilisées. En 1974, l'immigration fut officiellement stoppée avec la « crise » pour raison principale. Les représentations négatives que

l'opinion publique belge se fit de cette population se multiplièrent. Comme le fait remarquer le politologue Vincent de Coorebyter : « La Belgique n'ayant jamais eu une politique d'accueil claire », on laissa faire, sans même prendre la mesure des besoins de ces gens. Des imams, émissaires de l'Arabie saoudite purent s'installer en toute tranquillité, et diffuser les dogmes les plus détestables d'un fondamentalisme particulièrement haineux à l'égard des femmes, que l'on mit sur le compte du Coran, réellement lu par bien peu de personnes. Négligeant la portée politique du courant salafiste, la population belge a occulté une réalité qui avait pourtant la force d'une évidence : ces populations étrangères d'où venaient-elles majoritairement, si ce n'est de régions inhospitalières, non alphabétisées ? Un Tiers-Monde transportant avec lui ses hiérarchies tribales, et une interprétation radicalement conservatrice du Coran, transformé en instrument politique mis au service des forces politiques les plus rétrogrades. Se répandit bientôt, non sans une certaine complicité des médias, la rumeur persistante que le Coran est responsable de cette violence. Pourtant, des chiffres récents révèlent qu'en Europe, une femme est assas-

sinée en moyenne tous les trois jours par son partenaire. Peut-on vraiment tenir le Coran, pour responsable de tous ces assassinats ? Le corps enseignant a eu et a toujours fort à faire. N'est-il pas confronté à une diversité de coutumes et de comportements pour lesquels, il n'est pas préparé ou trop peu préparé ? Souvent dépassé par l'ampleur de la tâche, et dans le tourbillon incessant des circulaires, pratique dont les autorités belges ont le secret, les enseignants eurent le sentiment d'être livrés à eux-mêmes. Dans certains quartiers, se constituèrent ce qu'on appela gracieusement des « classes poubelles », de plus en plus désertées par les autochtones. On vit sortir de l'école primaire un grand nombre de jeunes, pratiquement illettrés, et le taux de décrochage scolaire s'éleva de manière inquiétante.

Comme les filles belges, les petites maghrébines ont tendance à mieux travailler à l'école que leurs frères. Une adolescente témoigne : « Dans ma famille, on n'avait jamais fait d'études. Ce n'était pas ce qu'on envisageait pour moi. Les garçons sont plus encouragés que nous. Et pourtant, ils ne sont pas motivés à étudier car ils ont autre chose à faire, ils jouent dehors, ils peuvent traîner. » Souvent, l'intérêt des parents pour la scolarité de leurs filles se borne à veiller au contrôle de leur comportement, sur lequel repose l'honneur de la famille. Le projet de mobilité sociale reste, en tous cas, principalement porté par les garçons plutôt que par les filles.

Dans le mouvement associatif, il y a bien eu des tentatives visant à sensibiliser les enseignants à la notion de genre, encore partiellement ignorée des programmes. Malheureusement, ces essais se heurtent encore trop à une indifférence polie voire un peu condescendante. Comment s'en étonner ? Nous vivons dans un pays où l'enseignement est imprégné d'une grisailleuse neutralité, où la mixité se doit d'être asexuée.

Bref, pour en terminer avec l'absence de la politique de genre dans les quartiers, on transforma quelques places publiques en terrains de basket pour occuper les garçons. Pour les filles : rien. Il est vrai que beaucoup d'entre elles gardaient les petits après l'école, tandis que souvent leurs mères nettoyaient des bureaux.

DEPUIS LA CONFÉRENCE DE PÉKIN, LA PROCESSION D'ECHTERNACH ?

La conférence internationale de Pékin de 1995, en réunissant toutes les délégations de femmes des pays de l'ONU, fut sûrement un

moment crucial pour les droits de femmes. On y aborda officiellement les problèmes des femmes migrantes. En 2007, la Belgique décida d'appliquer une de ses résolutions : intégrer transversalement la dimension de genre dans les administrations, pour tous les domaines relevant de la vie sociale. À l'occasion d'une étude commanditée par l'association La Voix des Femmes, Carine Joly montre bien l'intérêt de ce qu'il est convenu d'appeler le *gender mainstreaming*, stratégie qui permet de contribuer à la réalisation de l'objectif d'égalité des femmes et des hommes. Mais fut-elle appliquée ? Si l'on en juge par certaines réflexions entendues dans les administrations, elle fut surtout perçue comme une corvée, une lubie venue d'en haut. Comment s'en étonner ? En dépit de très remarquables avancées au sein du mouvement associatif, une très grande partie de la société reste hostile ou indifférente à des notions pourtant fondamentales. Ainsi, le mot « genre » est encore souvent réduit à sa seule acception grammaticale, et le mot « féminisme », perçu comme décrivant un combat « anti-hommes ».

LE « SCANDALE » DU FOULARD

Dans la première décennie de notre siècle, l'opinion publique s'enflamma, et se divisa en courants antagonistes autour de la question du foulard. Sans entrer dans ce débat complexe, ne pouvons-nous pas nous poser quelques questions plutôt que de choisir la voie de la stigmatisation ? Il est évident que nous devons soutenir de toutes les forces dont nous disposons, les femmes qui sont obligées de porter le voile ici et ailleurs, d'autant que cette obligation est toujours accompagnée d'autres contraintes, que ce soit au sein des familles ou par les États guidés par des prescriptions fondamentalistes. Qu'elles soient voilées ou pas, les femmes sont surtout moins qualifiées, plus précarisées, et pratiquement écartées de la plupart des responsabilités politiques. Mais c'est sur le foulard qu'une partie de l'opinion publique se focalise. On laissa dans l'ombre, ou l'on traita de façon fragmentaire dans les médias, les sujets qui, pourtant rendent la vie quotidienne de tant de femmes, migrantes ou pas, si difficile : les pensions alimentaires non payées, la persistance du plafond de verre, l'inégal partage des tâches ménagères (n'en déplaise à ceux qui prétendent que ce problème est à présent résolu), les agressions dans la rue, les violences conjugales n'en sont que quelques exemples. Ces problèmes, qui engagent les droits les plus fondamentaux, sont les problèmes de tous, et pas seulement de femmes, encore moins de « bonnes femmes ».

Ne pourrait-on envisager que les usages du foulard puissent être multiples, et qu'on peut aussi envisager d'autres hypothèses que celle d'une fanatisation religieuse ? Les femmes dans les minorités ont toujours été confrontées à toutes sortes de rejets. Dans la communauté musulmane, pour certaines, le port du voile ne pourrait-il pas être une façon de se rebiffer, de transformer un marquage péjoratif en emblème positif ? Ne peut-il être, un acte rebelle, une réponse aux discriminations que ces femmes subissent ? Tiraillées par une double culture, le foulard n'est-il pas, en tous cas certaines le disent, comme une affirmation identitaire qui se confond avec une recherche d'autonomie ? Aimé Césaire n'a-t-il pas lui-même brandi le mot honni de « nègre » pour le transmuier dans le concept de négritude... La question n'est pas qu'on soit d'accord ou pas avec leur démarche, mais plutôt qu'il conviendrait d'en finir avec cette attitude hautaine qui consiste à les enfermer dans une seule voie, une seule interprétation que nous avons choisie pour elles : celle de leur soumission. Ne pourrions-nous pas balayer devant notre porte et reconnaître, au moins la complexité de leurs situations. Pour éclairer les difficultés que les femmes des minorités peuvent vivre, les propos tenus par la sociologue d'origine Rom Alexandra Oprea sont bien intéressants. Représentante et observatrice d'un groupe parmi les plus décriés d'Europe, elle explique combien, comme tous les groupes marginalisés, il vit replié sur lui-même, sur des structures internes rigides, surtout à l'égard des femmes. Chargées de perpétuer, par l'éducation des enfants, les traditions ancestrales, toute tentative de leur part d'entamer un processus d'émancipation est presque toujours perçu comme une intrusion de la société occidentale, comme un acte de trahison de l'unité du groupe et de sa cohésion. La tolérance à l'égard des nombreuses violences qui affectent les femmes, souvent exercées en toute impunité, est grande. Les femmes ayant elles-mêmes intégré « la loi » de la communauté, pour échapper au fameux conflit de loyauté, se taisent, et acceptent leur sort pour assurer la survie du groupe, qui doit primer sur les enjeux liés au genre. Dans ce renoncement à une partie d'elles-mêmes, elles sont convaincues d'assurer la persistance d'un mode de vie spécifique. Selon Alexandra Oprea, de plus en plus de jeunes filles confrontées à cette situation, ont le courage de rompre « la loi », mais cette décision équivaut fréquemment à une rupture avec la famille. Ceci pour rejoindre un monde social dont elles connaissent l'hostilité à leur égard. Et si d'aventure dans ce monde-là, elles s'adressaient aux associations institu-

tionnelles antiracistes, elles s'aperçoivent que ces organismes ont peu l'habitude de prendre en considération les rapports sociaux de sexe, sous prétexte que cette « dénonciation » alimenterait la xénophobie à l'égard du groupe.

IL Y A TOUJOURS EU DES MIGRATIONS, PLUS QUE DES SÉDENTARISATIONS¹

À la table du banquet néo-libéral, les invités se font de plus en plus rares et les exclus (majoritairement les femmes et les enfants) de plus en plus nombreux, si l'on en croit les chiffres récents de l'ONU (juin 2017). Qui n'est pas informé au jour le jour du chaos qui se déroule sous nos yeux ?

Le mur de Trump ? Parlons du nôtre. C'est, en effet, un véritable mur que l'on construit autour de l'Europe toute entière. Par exemple, la fermeture des frontières terrestres n'a-t-il pas contraint les migrants à passer par la mer, les exposant à tous les dangers, non seulement naturels mais aussi humains, comme ces garde-frontières de Frontex, une association européenne qui finance les milices libyennes pour qu'elles traquent les embarcations circulant pendant la journée, et obligent ainsi les migrants à circuler la nuit. On ne doit donc pas s'étonner que les noyades sont beaucoup plus nombreuses pendant les traversées nocturnes. Pour se dédouaner de toute responsabilité, l'Europe élabore des stratégies. La première fut celle de la recherche de boucs émissaires. On incrimine, par exemple, les ONG qui sauvent des milliers et des milliers de gens. Et puis, on s'en prend aux passeurs. S'il est évident que ce drame favorise les abus ou autres passages à l'acte répugnant de trafiquants de toutes sortes, il y a aussi parmi eux de simples pêcheurs qui portent secours aux naufragés. Quant aux migrants qui sont refoulés et se

retrouvent dans des camps lybiens, au cœur d'un pays livré à l'anarchie, c'est l'enfer, surtout pour les Subsahariens (victimes d'un racisme généralisé) et... les femmes. Pas de séparation entre sexes, pas de sanitaires. Et pourtant, l'Europe a versé 200 millions aux « autorités » pour améliorer le sort de ces malheureux. « C'est pire que dans un camp de concentration » s'est exclamé un fonctionnaire allemand, en visitant l'un de ces lieux ! Avec la stratégie de la recherche de boucs émissaires, une autre réservée aux opinions publiques européennes : la tactique des petites phrases hypocrites et assassines, distillées par les leaders européens, dont la plus éculée peut encore servir : « Nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde » (dont l'auteur initial est Michel Rocard) fait encore mouche auprès de certaines couches de la population. Selon le journal *La Croix* du 4 juillet 2017, un sondage récent révèle que si 96 % des Européens jugent inacceptables les violences sexistes, plus d'un quart estiment que le viol peut être justifié dans certaines circonstances. Plus d'un Européen sur 5, estime, donc, que ce sont souvent les femmes qui fabriquent ou exagèrent.

Enfin, dernière stratégie sous forme de sanction pour décourager la population : la loi (Cédric Herrou) punissant tout citoyen qui faciliterait le passage de frontière par des migrants. En France, pays des droits de « l'homme », la solidarité est devenue un délit. Et peut-être, bientôt en Belgique aussi ? En mars 2016, le Parlement européen a commandé un rapport sur les *gender specific violences*, aussi appelé rapport Honeyball, du nom de la rapporteuse d'origine anglaise. Il s'agit d'un travail remarquable qui propose 66 mesures, toutes parfaitement applicables, si une volonté politique en ce sens existait. Parmi

ces recommandations, la députée insiste sur la nécessité d'une réforme du regroupement familial. On sait que la famille peut être un lieu de protection, mais aussi un lieu parfois très dangereux pour les conjointes. Un récent fait divers (dont même Theresa May a daigné parler), a permis de révéler qu'en Angleterre, deux femmes par semaine sont massacrées par leur conjoint. Que faire ? Comment éviter de passer de Charybde en Scylla ? Par une réforme du regroupement familial.

Le regroupement familial est actuellement régi par une loi de 1980. Selon cette disposition, si une femme disposant d'un permis de séjour à la suite du regroupement familial, se séparait de son conjoint durant les trois premières années, même pour cause de violences, elle devrait quitter le territoire et perdait donc son titre de séjour.

Depuis 2006-2015, de nouvelles dispositions ont été prises en Belgique, qui permettent à la femme migrante quittant un partenaire violent, de conserver son titre de séjour, pour autant qu'elle soit crédible.

Il est bon de savoir que l'ONG Human Rights Watch accuse l'État belge d'être en infraction à l'égard de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention à l'égard des femmes et la violence domestique, convention qu'elle a pourtant signée. En effet, il incombe aux autorités belges d'imposer à l'Office des Étrangers le devoir légal d'informer les femmes migrantes, qu'elles peuvent maintenir leur droit de séjour, en cas de séparation. Ils ne le font pas. Il n'y a pas de meilleur exemple de la collusion entre l'État, l'Office des Étrangers, et le patriarcat. ■

1 Christiane Taubira (Avignon-juillet 2017)
